



La lettre

des élus communistes et apparentés

N° 34 - Avril 2016



ÉDITO

La situation politique française est de plus en plus chaotique...

Le FN se croyait arrivé en 2017...

Le PS pensait que les attentats l'avait remis en selle pour l'unité nationale...

La droite pensait que son tour était venu après ses victoires locales...

Patratras, les manifestations les renvoient tous du côté du MEDEF et de la concurrence...

Et les jeunes s'en mêlent...

Et de plus en plus de Français se disent que cette société de violence et d'inégalités est invivable. Il faut une autre société, mais laquelle et comment ?

Bref, c'est le retour du politique, du vrai, pas des castings et des promesses, mais celui de l'effort collectif, loin de tous les populistes...

Mais au conseil municipal de Vénissieux, FN, droite et PS continuent sur leur lancée de 2014 et 2015...

Anticommunistes avant tout, pour l'essentiel, ils votent ensemble !

C'est amusant de voir le très sarkosyste Girard venir échanger au conseil avec le très «Hollandien» Ben Khelifa...

Leur connivence révèle leur désarroi devant la situation vénissienne, qui pourrait être une expérience à reproduire au niveau national,

un rassemblement large et républicain, sur une orientation claire, tenir à gauche...

Vénissieux n'a pas fini de surprendre !

Pierre-Alain MILLET - Adjoint au Maire

16 mois

sans que la Commission Locale d'Insertion de notre territoire n'ait été réunie.

Gérard Collomb n'a pas hésité à tripatouiller le règlement de cette instance qui traite de toutes les questions de l'insertion des bénéficiaires du RSA dans le but de nommer un chef d'entreprise à la présidence plutôt qu'un élu de Vénissieux !

DOSSIER

PACTE DE COHÉRENCE MÉTROPOLITAIN MANIFESTATION D'INTÉRÊT

Dans le pacte de cohérence métropolitain, le terme « d'usager » est utilisé à différentes reprises. Je lui préfère le terme de citoyen, d'habitant, plus proche de notre vision républicaine. C'est justement à travers le prisme de l'habitant, que nous avons analysé la manifestation d'intérêt du pacte de cohérence, première étape de formalisation des relations, entre Métropole et communes. En quoi telle délégation de compétences peut-elle répondre, aux besoins et aux attentes des habitants et servirait l'intérêt général. En quoi le principe non négociable de libre administration des communes, est-il préservé par le pacte de cohérence ?

Sur les 21 propositions, nous avons estimé que 10 compétences, allaient dans le bon sens. Nous en avons exclu 11, car elles nous paraissent contraires aux intérêts des habitants, ou trop confuses.

Contrairement à ce que certains disent, ce travail de fond montre que la ville de Vénissieux s'inscrit de plain-pied, dans le pacte métropolitain, qu'elle ne s'y oppose pas frontalement, mais cherche à construire une agglomération de proximité, de terrain, plus démocratisée et qui respecte l'identité et le tissu social de chaque commune. Nous savons que la Métropole n'est pas l'outil providentiel qui résoudra tous les problèmes, mais que la mutualisation de certains services, peut être un plus pour la population. Nous savons également, que le meilleur moyen de lutter contre les fractures territoriales est de penser le développement urbain de façon globale, dans un rapport plus équilibré entre ville centre et ville périphérie, et entre les villes elles-mêmes des premières et deuxièmes couronnes.

Des convergences nous paraissent nécessaires, utiles et efficaces, pour l'accueil et l'orientation de la demande sociale avec le projet d'un guichet unique, pour un dispositif de prévention santé pour les 0-12 ans, pour les problématiques de l'insertion, pour le partage d'analyse en termes énergétiques, d'urbanisme, de déplacements, de programmation sociale, pour la Politique de la Ville ou des conventions de nettoyage.

Cette manifestation d'intérêt, n'est qu'une première étape. Un travail de concertation va s'engager avec la Métropole. Nos préalables, pour aboutir à un partage des compétences équilibré, sont simples, et intangibles : servir les habitants, servir l'intérêt général, et construire une Métropole de la proximité et de la citoyenneté, et non une Métropole de la technocratie et de la rentabilité.

Michèle PICARD - Maire

DOSSIER

PACTE DE COHÉRENCE MÉTROPOLITAIN MANIFESTATION D'INTÉRÊT

Nous avons combattu la Loi Maptam au parlement parce qu'elle remet en cause le principe républicain d'unicité de traitement sur le territoire et affaiblit la commune, pourtant échelon central de la citoyenneté.

Nous n'avons pas versé dans le consensus que cherchaient à créer un Michel Mercier pressé de se débarrasser de ses compétences sociales, de son coûteux Musée des confluences et surtout de ses emprunts toxiques, et un Gérard Collomb qui rêvait de jouer dans la Cour des Grands avec une euro métropole.

La loi votée, nous nous sommes battus pour une Métropole des communes solidaires et notre groupe communiste, républicain et parti de gauche à la Métropole a largement participé aux groupes de travail, avec de nombreuses propositions d'amendements du Pacte Métropolitain. Ceux qui nous prédisaient le repli en sont pour leurs frais. Nous poussons tout ce qui permet à notre ville de prendre sa place de troisième ville de l'agglomération.

Par souci de l'intérêt général, notre ville s'est toujours montrée audacieuse dans l'intercommunalité, en privilégiant la meilleure réponse aux besoins des populations. Les exemples sont nombreux (Centre nautique intercommunal, Sival, Sitiv, participation au Sygerly) et nous le faisons encore aujourd'hui avec des projets comme Bizarre ou la Convention avec l'Opéra de Lyon. Quelques-unes des batailles des Vénissiens avec leurs élus ont été un plus pour l'agglomération, rappelons-nous la ligne D du Métro, l'hôpital des portes du sud, l'arrivée du tramway au pied des Minguettes, la reconstruction du cinéma Gérard Philippe...

C'est dans le même esprit que nous cherchons à travailler le plus précisément possible avec les services de la Métropole sur des compétences comme la propreté, des projets comme le PLUH ou le Puisoz.

La réalité efface un peu les grandes envolées qui ont précédé la naissance de la Métropole. Les dotations de l'Etat aux collectivités sont en berne, contrairement au CICE cadeau fiscal au patronat, et les besoins sociaux sont en hausse du fait de la poursuite par le gouvernement d'une politique d'austérité qui met les familles populaires en difficulté, notamment au travers des plans de licenciements, fermetures et délocalisations qui frappent les entreprises. Notre ville en souffre, Carbone savoie, Bosch, peut-être la SMAC... il n'y aura pas de grands projets urbains sans s'attaquer à cette plaie des fermetures d'entreprises, des bas salaires et de la précarité.

Dans cette période difficile, nous ne sommes pas de ceux qui considèrent la Métropole comme une aubaine pour s'alléger de compétences de plus en

plus difficiles à assumer ! Au contraire, nous voulons que la commune continue à jouer tout son rôle auprès des habitants et dans la Métropole. Concernant l'accueil, l'information et l'orientation de la demande sociale, tout ce qui peut faciliter et améliorer l'accueil des personnes en difficultés mérite d'être tenté. Contrairement à ce qui se raconte beaucoup, si les personnes en difficultés vont frapper à tant de portes, ce n'est pas tant parce qu'elles ne s'y retrouvent pas que parce que les solutions ne sont pas au rendez-vous. Nous continuerons à nous battre du Parlement à la Métropole pour la construction de logements sociaux à loyers accessibles, pour l'interdiction des saisies et expulsions et l'ouverture de logements d'urgence, pour une meilleure prise en charge de la maladie d'Alzheimer et de la dépendance, pour l'ouverture de classes ULISS et Cliss afin qu'il n'y ait pas d'enfants sans affectation à la rentrée, pour un service public de la santé qui permette pour tous l'accès aux soins...

Marie-Christine BURRICAND - *Conseillère Municipale*



CONSEIL CITOYEN

Le conseil citoyen se met en place. Il était réclamé à corps et à cris par l'opposition « socialiste » locale, l'opposant à nos conseils de quartiers...

Patatras, le mode électoral retenu utilise nos conseils de quartier pour tirer au sort le conseil citoyen...

Le groupe PS proteste... Mais la procédure a été définie avec la Préfecture et mise en œuvre par les services du «Grand Projet de Ville», autrement dit la Métropole...

A force de dénonciation sur tout, les élus PS se prennent les pieds dans le tapis politicien...

Une cure de manifestations contre la loi El Khomry leur ferait du bien !!

Jean-Maurice GAUTIN - *Adjoint au Maire*

PLAN CLIMAT CONSOLIDÉ DE LA VILLE DE VÉNISSIEUX

En 2011, nous avons adopté un Plan Climat qui constituait le volet Energie de notre Agenda 21.

La participation des habitants, des délégués de quartiers, des associations, d'élus de la majorité et de l'opposition, a contribué à l'élaboration de dispositifs toujours plus efficaces.

Notre ville est devenue une référence en matière d'environnement et de cadre de vie. Le plan climat consolidé comporte plusieurs axes qui en font sa force.

Les agents de la Ville sont fortement impliqués avec une formation aux pratiques durables, à l'utilisation des vélos électriques et des transports en commun.

Les éco-manifestations comme la semaine de la propreté sont des temps forts de ce plan climat. Notre chaufferie collective et réseau de chaleur ont été primés aux trophées des maires.

Nous œuvrons à la construction de bâtiments aux nouvelles normes environnementales, à l'isolation thermique des bâtiments publics, au maintien des îlots de nature comme les Grandes Terres, aux déplacements urbains en mode doux.

Pour atteindre les objectifs de ce plan de consolidation, l'implication des citoyens et du monde associatif est une nécessité. Citons, par exemple, l'association « famille à énergie positive » pour des économies d'énergie et d'eau au sein des foyers.

A Vénissieux, les résultats sont là : entre 2010 et 2014, les émissions de gaz à effet de serre ont baissé de 51% !

Malheureusement, au niveau national, la crise climatique s'amplifie.

Si nous ne prenons pas les mesures qui s'imposent, la catastrophe climatique sera bien présente avec son cortège d'inégalités territoriales et sociales. Ce sera par centaines de millions que les populations des pays les plus pauvres seront contraintes de migrer avec tous les périls que cette situation implique. Nous ne pourrons pas dire que nous ne savons pas.

La COP 21 qui avait pour but de réguler la crise économique a accouché d'une souris verte. A ce jour, la température a déjà augmenté de un degré et les gaz à effet de serre émis la feront monter inexorablement vers les deux degrés.

Pour respecter les objectifs de la COP 21 et limiter la hausse des températures à 1.5°, il faudrait l'arrêt immédiat de tout investissement énergétique dans le gaz ou le charbon, alors que la moitié de la planète en dépend.

La transition énergétique, ça ne doit pas être la poursuite de la déréglementation, des privatisations, de la mise en concurrence mais la recherche et l'innovation publique.

La transition énergétique, ce devrait être agir pour une société débarrassée du capitalisme.

Pierre MATEO - Conseiller Municipal



PROGRAMMATION SOCIALE 2016

Notre groupe Communiste et Républicain est attentif à l'efficacité des projets « Politique de la Ville » pour l'amélioration de la vie des habitants de nos quartiers.

L'action de Bioforce et le jardin collectif au pied des tours de la Darnaise, la présence des partenaires culturels tels Pandora, Traction Avant, Le Civil, sont un pari réussi pour le vivre ensemble.

L'auto-école sociale répond à un besoin grandissant d'autonomie des personnes en insertion professionnelle.

La Ville s'engage fortement, avec l'Atelier santé Ville, la mission zone franche urbaine, l'apprentissage de la langue française et l'aide aux femmes en démarche d'insertion-emploi.

Nous serons vigilants à ce que les baisses des dotations de l'Etat ne mettent pas à mal ces financements utiles aux habitants.

Abdelhak FADLY - Conseiller Municipal

DÉPLOIEMENT DES COMPTEURS GAZPAR

Les compteurs Gazpar comme les compteurs Linky font l'objet de polémiques environnementales et sociétales qui masquent leur rôle dans la privatisation des marchés de l'énergie et dans la mise en œuvre de la loi NOME (Nouvelle Organisation du Marché Énergétique) qui remet en cause le service public.

La mise en concurrence des fournisseurs d'énergie signe la fin de la péréquation tarifaire nationale qui permet à tous les Français de bénéficier du même prix de l'énergie quelques soient les difficultés d'acheminement.

Nous continuerons à nous battre contre les coupures d'énergie et les tarifs pour les «pauvres» avec contraintes horaires et limites de puissances car l'énergie est un besoin fondamental.

Aurélien SCANDOLARA - Conseiller Municipal

PROTECTION FONCTIONNELLE DES ÉLUS

Cette délibération est l'occasion d'ouvrir un débat légitime et d'actualité. Je défends la liberté d'expression, c'est le pilier de toute démocratie, c'en est même son baromètre, mais cette liberté d'expression comprend des règles d'encadrement, de recoupement de l'information, etc.

La presse dans son ensemble y est soumise, ce qui n'est pas le cas des réseaux sociaux où il s'écrit tout et n'importe quoi, surtout n'importe quoi d'ailleurs ! Désinformation, rumeurs, manipulation, injures, attaques aux personnes, aux origines, c'est devenu un véritable déversoir de rancœur et de haine gratuite. La liberté d'expression, ce n'est pas la liberté de dénigrer, de diffamer ou d'insulter, bien caché derrière son écran d'ordinateur. Il ne faut pas prendre à la légère ce phénomène, à Vénissieux comme sur l'ensemble du territoire.

On a vu, au sujet des fausses alertes d'attentat à Paris, l'ampleur et les répercussions que les rumeurs ont suscitées, se répandant comme une traînée de poudre et entraînant une véritable psychose. Cette caisse de résonance alimente non pas une démocratie d'idées mais un régime fait de populisme et de délation. Il faut se donner les moyens de se défendre et de réparer les préjudices le cas échéant, c'est en tout cas le sens de cette délibération. Le débat politique doit porter sur les idées, pas sur les attaques personnelles.

Michèle PICARD - Maire

LE PUISOZ : AVEC LES HABITANTS POUR L'AVENIR DE VÉNISSIEUX

Un nouveau quartier naîtra bientôt sur la zone du Puisoz et notre groupe Communiste et Républicain s'en réjouit !

Ce qui différencie véritable quartier et simple zone commerciale, dont nous ne voulions surtout pas, c'est, tout d'abord, la programmation mixte pour laquelle nous avons œuvré.

Des commerces de proximité, de l'hôtellerie, du logement, en accession libre, sociale, locatif social, logement étudiants ou encore un EHPAD, qui serait utile et nécessaire, viendront compléter le pôle commercial, pour un quartier équilibré avec des espaces publics d'une grande qualité paysagère, et la valorisation des cheminements en mode doux.

Un autre enjeu du projet est de faire un lien entre Parilly et le centre de Vénissieux, entre Lyon et sa banlieue sud. Ce projet doit aider à «urbaniser», à «humaniser» cette fracture urbaine du boulevard Laurent Bonneval en

créant une nouvelle porte d'entrée, enfin visible, et à la hauteur de la troisième ville du département.

Les nombreux citoyens ayant participé à la concertation, à travers les différentes réunions ou l'enquête publique, nous rejoignent sur la volonté d'un quartier vivant et d'une agrafe urbaine dynamique.

DES INQUIÉTUDES À MIEUX PRENDRE EN COMPTE PAR LA MÉTROPOLE ET L'AMÉNAGEUR

Les conditions d'accessibilité du site sont un des enjeux essentiels pour permettre l'entrée et la sortie de la zone commerciale, en limitant les impacts de l'augmentation des flux de circulation sur les voiries du quartier pour un cadre de vie apaisé.

Trois points noirs sont identifiés : l'avenue Joliot-Curie, la bretelle Nord du périphérique coté Parilly, l'avenue Jules Guesde entre Puisoz et place Grand Clément, tout cela dans un contexte de saturation déjà existante de l'accès du périphérique à l'autoroute A43.

Les réponses de la Métropole, en termes d'aménagement urbain, comme par exemple le tourne-à-gauche sur Joliot-Curie, n'ont pas totalement convaincus, ni les habitants, ni les élus que nous sommes.

D'autres propositions alternatives pourraient être mises à l'étude : le remplacement du tourne-à-gauche par un tunnel sous le boulevard Joliot-Curie ou par un accès au Puisoz dès le trèfle qui organise les flux entre périphériques et Joliot-Curie.

Mais pour engager ces études de faisabilité supplémentaires, comme pour effectuer les aménagements les plus efficaces, il faudrait se poser la question d'une rallonge budgétaire nécessaire.

Ce que nous exigeons pour ce quartier et pour les Vénissiens, c'est que la Métropole et l'aménageur prennent la pleine mesure du nécessaire pour la réussite du projet et la qualité de vie des habitants.



ECHOS DU CONSEIL

Quand la calomnie vient pallier l'absence de capacité à débattre, les élus socialistes de Vénissieux semblent trouver cela normal.

Puisque la nature a horreur du vide, nous leur suggérons un mot nouveau : conscientisation.

N'hésitez pas à nous envoyer vos réactions et opinions

Par courrier : Groupe des élus communistes et apparentés - 5 av. Marcel Houël 69200 Vénissieux

par mail : groupe.communiste@ville-venissieux.fr ou sur le site du groupe : <http://gec.venissieux.org>